



Journal du Front de Gauche Verrières

N°6 – Mai 2014

Elections européennes 2014 : le Front de Gauche en campagne

Bousculer l'Europe libérale et refonder une autre Europe !

Sommes-nous "**contre l'Europe**" comme certains voudraient le faire croire ?

Non, mais nous ne voulons pas de cette Europe libérale, aujourd'hui en crise ouverte, qui impose depuis plusieurs années, par l'entremise de la "Troïka" (Commission, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International), les plans d'austérité aux populations. Jamais l'Europe n'a connu une telle flambée du chômage (près de 20 millions de chômeurs dans la seule zone Euro, contre moins de 12 millions en 2008 !) avec des taux record en Grèce, Espagne, Irlande ou Portugal, où l'économie s'est parfois effondrée.

Nous ne voulons pas d'une Europe qui refuse de s'attaquer aux pratiques spéculatives du système bancaire, créant les conditions d'une nouvelle crise financière, qui promeut la concurrence à tout prix et le dumping social et fiscal entre pays. Nous ne voulons pas d'une Europe qui remet en cause les services publics et les acquis sociaux, accroissant inégalités sociales et précarité. Enfin nous ne voulons pas d'une Europe qui met ouvertement à mal la souveraineté démocratique des peuples en s'engageant dans des négociations avec les Etats-Unis sur le Grand Marché Transatlantique, qui va avoir pour conséquence d'accroître le pouvoir des firmes transnationales au détriment des instances démocratiquement élues (*voir article ci-après*).

Ces élections européennes interviennent dans un contexte de crise profonde du capitalisme néolibéral, ouverte en 2007, et dont nous subissons encore aujourd'hui, et sans doute encore pour longtemps, les contrecoups. Au prétexte de réduire les déficits et la dette publique, pourtant largement dus aux conséquences de cette crise (sauvetage sans contrepartie du système bancaire), les gouvernements successifs, sous la présidence de Sarkozy, puis aujourd'hui celle de Hollande, se sont résolument engagés dans une politique d'austérité au plan national qui n'épargne personne : les restrictions

budgétaires qui en découlent frappent jusqu'aux collectivités locales qui voient dès aujourd'hui leurs dotations réduites.

Refusant d'assumer certaines mesures impopulaires, nos gouvernants essaient parfois de nous faire croire qu'elles nous sont imposées par "Bruxelles et sa bureaucratie". Ils ont la mémoire courte! L'Europe d'aujourd'hui est entièrement façonnée par des traités que nos gouvernements successifs se sont évertués à nous faire accepter de gré ou de force. Faut-il rappeler que le Traité de Lisbonne, signé en 2008 avec la seule approbation du Parlement, n'est que la reprise du Traité Constitutionnel Européen pourtant rejeté par référendum en 2005 ? Ont-ils déjà oublié qu'en 2012 le gouvernement socialiste, après quelques timides velléités de poser certaines conditions, a pleinement ratifié le pacte budgétaire européen, qui soumet aujourd'hui les Etats membres à la discipline budgétaire et aux plans d'austérité ?

Dans la droite ligne de son programme de 2012 "**l'Humain d'abord**", le **Front de Gauche** propose une **Europe radicalement différente**. Une Europe **démocratique** dans le respect des souverainetés populaires, **solidaire, sociale et écologique**, libérée de l'emprise de la finance, ouverte au pays du sud et à la coopération plutôt qu'à la concurrence entre peuples. Il faudra notamment pour cela rompre avec le carcan des traités actuels.

Ce combat, nous ne sommes pas seuls à le mener. Dans le cadre d'une campagne européenne inédite, d'autres listes de la **gauche alternative** seront présentes dans différents pays européens, tandis qu'**Alexis Tsipras**, dirigeant du parti Syriza en Grèce, sera au nom de nous tous, candidat à la présidence de la Commission européenne. Aujourd'hui, nous pouvons agir en envoyant au Parlement européen des députés qui se battront en notre nom et avec l'appui des mobilisations populaires, pour cette **autre Europe**.

Le 25 mai, soyons nombreux à voter pour la liste du Front de Gauche.

Une autre Europe est possible !

Stop aux accords de libre-échange entre les USA et l'UE !

Un nouvel accord de libre-échange ultra libéral est négocié en secret entre les Etats-Unis et la Commission Européenne.

Ce projet de traité transatlantique, appelé aussi TAFTA¹ ou GMT², bouleverserait s'il était signé nos droits sociaux, écologiques et démocratiques. Contrairement à la présentation qui en est faite, il ne s'agit pas de simples négociations commerciales. Il s'agit d'"**harmoniser la législation**", c'est-à-dire tirer vers le bas les normes européennes, jugées trop protectrices, et les ajuster à celles des Etats-Unis pour alimenter le profit des multinationales. L'objectif est clair : éliminer tout ce qui pourrait faire obstacle à la libre circulation des marchandises.

Les dirigeants américains et la Commission européenne ont choisi l'**opacité**. Seules des **fuites** ont permis de prendre connaissance du contenu des négociations.

Suppression des droits de douane

La suppression des droits de douane pour les produits de l'agriculture aggraverait le dumping environnemental, la dépendance des pays du sud, la spécialisation régionale. Il en résulterait un appauvrissement des sols, la pollution des réseaux hydrauliques, et la disparition des cultures vivrières au profit des cultures industrielles.

Ce serait la mise en concurrence des gigantesques fermes des Etats-Unis (environ 2 millions dans l'ensemble du pays), avec les 10 millions existantes en Europe. Les petits agriculteurs européens seraient laminés. Ce serait la mort des communes rurales.

Graves atteintes aux prérogatives des Etats

Les règles "investisseur-Etat" permettraient aux multinationales d'attaquer directement les politiques des Etats, au prétexte que ces politiques porteraient atteinte aux profits que ces entreprises escomptaient au moment de la signature des contrats.

- Pourraient être par exemple interdits les crédits d'impôts pour des combustibles alternatifs, les génériques, ou encore les négociations pour faire baisser les coûts des soins de santé et des médicaments.

- Pourraient être, à terme, remis en cause l'inspection et le code du travail, les préavis de licenciement, l'étiquetage des OGM...

- Pourraient être privatisés Pôle Emploi, les caisses primaires d'assurance maladie, les services d'urgence, l'Education Nationale.

- Pourraient être menacées les subventions municipales, régionales ou nationales aux écoles, cantines, restaurants universitaires.

- Pourraient être permis la fracturation hydraulique en vue de l'extraction du gaz de schiste, les poulets lavés dans des solutions chlorées, certains additifs toxiques, les pesticides.

- Le principe d'accès pour tous aux besoins essentiels (eau, énergie,...), serait bafoué.

Ces règles interdiraient aux Etats d'appliquer des politiques de santé publique et environnementale. Elles empêcheraient ces Etats de réguler la finance, et de protéger leurs citoyens. Les investisseurs imposeraient leur loi.

Plus grave encore, la création de tribunaux extrajudiciaires

Lorsque **les entreprises** estimeront les politiques nationales ou les mesures gouvernementales préjudiciables à leurs profits, elles **pourront assigner les Etats devant ces tribunaux**. Composés de trois avocats du privé, ceux-ci pourront imposer à un Etat des compensations financières non limitées, payées par... les contribuables ! Les jugements émis seront définitifs, sans appel possible. Qu'en sera-t-il alors de la démocratie ? Devons-nous nous soumettre à ce dictat imposé par les grandes entreprises ou les investisseurs privés ?

Exigeons l'arrêt immédiat de ces négociations

En 1998, les citoyens ont mis en échec l'accord sur l'investissement. En 2005, ils ont dit non au Traité Constitutionnel Européen. Il n'y a donc aucune raison de se résigner. Des millions de citoyens, de multiples forces sociales, syndicales, écologiques, politiques, sur toute la planète, sont prêts à agir ensemble.

Mobilisons-nous, opposons-nous au Grand Marché Transatlantique !

(1) TAFTA : Transatlantic free trade agreement

(2) GMT : Grand Marché Transatlantique

Changeons le rapport de forces au Parlement européen !

Elu au suffrage universel, le Parlement européen exerce le pouvoir législatif conjointement avec le Conseil des ministres, appelé aussi Conseil de l'Union européenne, constitué des ministres des 28 pays membres. Il n'a pas l'initiative des lois : c'est la **Commission européenne qui propose les textes législatifs européens, que le Conseil et le Parlement adoptent.**

D'autre part, le Parlement élit le Président de la Commission, proposé par les chefs d'Etat et de gouvernement, "en tenant compte du résultat des élections au Parlement européen". Nouveauté 2014 : les principaux partis européens ont désigné leurs candidats. Pour le **Front de gauche**, c'est le Grec **Alexis Tsipras**, leader du mouvement Syriza, qui pourrait remporter l'élection européenne en Grèce.

Les autres membres de la Commission sont ensuite désignés par le Président "en raison de leur compétence générale et de leur engagement européen et parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance",... et non pour correspondre à la majorité parlementaire (!).

Mais c'est le Parlement qui accepte (ou rejette) la Commission ; il peut à tout moment la renverser. C'est aussi lui qui aura à approuver ou rejeter l'éventuel traité sur le Grand Marché Transatlantique (voir article précédent).

Il est donc faux de dire qu'il n'a aucun pouvoir : les directives de Bruxelles, comme celles qui libéralisent les services publics ou organisent la concurrence des travailleurs en Europe, **ont toutes été votées par le Parlement**, actuellement dominé par les groupes de droite et le groupe PS.

Un exemple récent : il y a quelques semaines, la Directive sur les travailleurs détachés, qui encadre la possibilité pour une entreprise d'un pays A de faire travailler ses salariés dans un pays B, en respectant seulement une partie du droit du travail du pays d'accueil, a été révisée. Elle aurait pu être sensiblement améliorée si les amendements de la **GUE (Gauche Unitaire Européenne, nom du groupe où siègent les députés européens Front de gauche)**, avaient été plus largement soutenus. De tels amendements, conformes aux demandes des syndicats, auraient en effet donné plus de moyens pour contrôler les abus.

Notons que les dernières projections en sièges faites à partir des sondages d'opinion en Europe, annoncent une progression de 50% du nombre de députés rattachés à la GUE, ce qui en ferait le 4^{ème}, voire le 3^{ème} groupe du Parlement.

Un autre sondage montre que 51% des sondés (contre 5%) jugent inefficaces les politiques d'austérité, tandis que **60% estiment qu'une autre politique est possible.** Faisons entendre ces voix !

**Le 25 mai, pas d'abstention !
Votons pour la liste Front de Gauche, conduite en Ile-de-France
par Patrick Le Hyaric et Raquel Garrido !**

=====

Européennes, mode d'emploi

En 2014, la France élit 74 députés.

Conformément à la loi européenne, ils seront élus à la proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne. Le seuil pour avoir des élus est fixé par la France à 5%.

C'est aussi la France qui choisit d'élire ses députés dans 8 interrégions, ce qui favorise les grands partis : dans l'interrégion Massif central et Centre, qui n'élit que 5 députés, il faut obtenir 20% des voix pour avoir un élu.

L'Ile-de-France élira cette année 15 députés, ce qui permet d'assurer l'élection d'au moins un député Front de Gauche.

Election municipale de Verrières

=====
La liste **Verrières Ville Ouverte**, dont le **Front de Gauche** était partie prenante, a obtenu le 23 mars dernier 7,5% des voix et **un élu**. Par rapport à 2008, VVO perd un siège et près de 400 voix. La majorité de droite progresse en voix et en pourcentage, et gagne un élu. Le PS, allié cette fois à EELV, progresse par rapport à 2008, mais sans gagner de siège. L'abstention et les votes blancs ou nuls sont en hausse à 43,5 %.

Dans l'Essonne, où la droite a fortement progressé, 4 maires Front de Gauche ont été réélus à Morsang-sur-Orge, Grigny, Briis-sous-Forge et Saulx-les-Chartreux, mais le Front de Gauche a perdu Viry-Chatillon.

Notons enfin que les 7,5% obtenus par VVO sont proches des résultats de listes du même type dans de nombreuses villes de France (Marseille, Lyon, ...).

Soyons sûrs que **notre élu sera au service des Verriérois et défendra les propositions avancées pendant la campagne** : concertation véritable, transports en commun, circulations douces, amélioration du système des quotients familiaux, tarifs réduits pour les quotients les plus bas, logements sociaux, défense du rôle social et écologique du bois de Verrières, refus de l'absorption de Verrières par la métropole du Grand Paris ...

Soyons sûrs aussi qu'il fera le lien avec les politiques menées au niveau national, voire européen, en rappelant par exemple que la diminution programmée des dotations de l'Etat, qui pèse sur le budget de Verrières, ne doit pas conduire à augmenter le prix des services, ni à les privatiser, ni à réduire les emplois communaux, et qu'il est urgent de mobiliser les citoyens pour une fiscalité locale équitable.

=====
Le 25 mai, pas d'abstention !
Votons pour la liste Front de Gauche, conduite en Ile-de-France
par Patrick Le Hyaric et Raquel Garrido !
=====

Contacts : ☎ 06 61 75 30 29
01 69 20 11 79
✉ frontdegauche.vlb@gmail.com

